

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1983>



Plus uni que moi, tu meurs

- Actualité-Soutiens - Actualité -



Date de mise en ligne : mardi 11 janvier 2022

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Drapeau européen, déclarations vulgaires, on pourrait penser qu'Emmanuel Macron se disperse dans de la communication de bas étage.

En fait, cette démagogie lui sert paradoxalement à se présenter comme le garant de l'intérêt général alors même qu'il clive le pays. Certes, le Président de la République est censé institutionnellement assumer ce rôle, certes l'unité est bien nécessaire face aux défis, mais ce n'est pas par le simple fait que Macron s'en réclame qu'il devient ce garant. Suffit-il qu'il passe, comme Aldo Maccione, devant un miroir, en disant « Plus uni que moi, tu meurs » pour être reconnu comme tel ?

Il ne suffit pas de mettre un drapeau européen à la place du drapeau français pour que tous les citoyens deviennent, comme Macron, des idolâtres de la « souveraineté européenne », pour que les défenseurs de l'intérêt national deviennent, ipso facto, d'ignobles sectaires.

Il ne suffit pas que Macron accuse les non vaccinés d'empêcher tant de malades de se faire soigner à l'Hôpital pour faire oublier que son gouvernement, comme d'ailleurs les précédents, ferme des milliers de lits d'hôpitaux en plein cœur de la pandémie. Qui crée alors les conflits sociaux ?

Il ne suffit pas de crier « Europe, Europe » à longueur de temps pour effacer les turpitudes de l'Union européenne qui, par 63 fois, a demandé aux Etats-membres de réduire les dépenses de santé.

Il ne suffit pas de demander des sacrifices aux salariés pour la nécessaire réindustrialisation de la France pour faire oublier que c'est Macron lui-même qui a conduit à la vente d'Alcatel et que la France ne produit presque plus de produits dans des secteurs tels que l'électroménager.

Il ne suffit pas de s'emporter contre le parlement lorsque celui-ci ne vote pas comme le souhaite le gouvernement pour gommer la quasi-disparition du pouvoir législatif.

La définition de l'unité nationale est à l'ordre du jour. La soumission quotidienne aux diktats financiers est-elle un signe d'unité ? Les citoyens qui se battent pour les services publics, en particulier hospitaliers ne défendent-ils pas cette unité ? C'est à partir de ce type de questions qu'il est urgent de redéfinir l'intérêt général et non pas par des gestes de pure autorité.